

# Du Conseil général de 1308 au Grand-Conseil de 1947

*A la longue liste des Chefs d'Etat du Valais<sup>1</sup>, les députés ont ajouté le 26 mai dernier le nom de M. LUCIEN LATHION, de Nendaz, bien qu'établi à Sierre, en le portant à la présidence du Grand-Conseil. Cette élection nous réjouit particulièrement, car c'est la première fois qu'un membre du Comité de la Société d'Histoire du Valais Romand est appelé à la magistrature suprême du Canton<sup>2</sup>. En accédant au fauteuil présidentiel, le successeur des Grands-Baillis a évoqué avec bonheur les six siècles de vie parlementaire que compte le Valais. Nous sommes heureux de publier ici cette évocation historique, en offrant nos hommages à l'érudit et sympathique magistrat.*

Notre parlement, Messieurs, vient d'entrer ce printemps, très exactement, dans la 639<sup>e</sup> année de son existence. C'est en effet en 1308 qu'il apparaît pour la première fois dans un document sous le nom de Conseil général de l'Evêque. Il groupait déjà alors les mandataires des communes du Valais épiscopal, ces communes devenues conscientes de leur souveraineté, se détachant des préoccupations d'une administration purement locale pour prendre part à la direction générale du pays. Cet organisme devint très rapidement une institution autonome sous le nom de Conseil général de la Patrie ou Landrat, dont il existe plusieurs protocoles au XIV<sup>e</sup> siècle, et qui tint notamment sept sessions connues avant 1350.

Cette convocation du Conseil général est particulièrement suggestive. La délibération a porté alors sur un objet important que nous retrouvons, en dépit de la succession des formes politiques, de l'évolution des idées et des mœurs, aux tractanda de la présente session. Tout comme nous, les députés du XIV<sup>e</sup> siècle eurent la préoccupation d'apporter plus de clarté, plus d'humanité, plus de garantie surtout dans l'administration de la justice. C'est dans cette intention qu'en 1308 — la date est à retenir, car elle est la première mention de notre Diète encore embryonnaire — l'évêque Aymon II de Châtillon convoquait son *consilium generale*, pour délibérer sur la réforme du droit coutumier du pays.

Nous avons aux tractanda de 1947, la révision de notre code de procédure pénale. Entre ces deux dates s'inscrivent plus de six siècles de la vie du Valais, avec tout ce que cela évoque de travail, de sacrifices, de vicissitudes, avec tout ce que cela comporte de discipline, de persévérance, pour arriver, par des progrès lents,

---

<sup>1</sup> Cf. *Annales Valaisannes*, 1946, pp. 109-123 et 163.

<sup>2</sup> M. Maurice Trottet, 1<sup>er</sup> président de la SHVR, de 1915 à 1919, présida bien le Grand-Conseil en 1922-1923, mais il n'était plus, depuis 1921, membre du Comité de la SHVR.

mais continus, à la forme actuelle de l'Etat. Cette similitude des travaux législatifs, à tant d'années d'intervalle, nous rend plus sensible et nous fait pour ainsi dire toucher du doigt la permanence de la Patrie.

Si notre Landrat apparaît au début du XIV<sup>e</sup> siècle, comme constitué en fait, déjà distingué par son nom, sinon défini, en tant qu'institution, il est bien certain qu'il a une origine plus lointaine encore sur laquelle nous n'avons aucun document. Car il ne s'est pas créé tout d'une pièce, comme sous le coup d'une baguette magique. Cette origine me semble inséparable du mouvement d'affranchissement des communes de la tutelle féodale, qui prit corps dans le Haut-Valais au XIII<sup>e</sup> siècle déjà, et on peut la faire remonter à cette journée d'Ulrichen de 1211, qui marque la première page de l'histoire de notre démocratie.

Nous pouvons même retrouver dans notre parlement actuel, des survivances d'un passé plus lointain encore. Si, par exemple, la Constitution a fixé en mai et en novembre les sessions du Grand-Conseil, ce n'est pas sans raisons, qui sont surtout des raisons historiques. On a procédé ainsi dès l'origine de la Diète, à quelques variantes près, comme d'ouvrir un certain temps les sessions le mardi de l'Octave de Pâques, et aux approches de Noël. Mais le cycle *printemps-automne* a déjà été adopté par les députés du XIV<sup>e</sup> siècle, en tant que tradition léguée par les plaids judiciaires du haut moyen-âge, qui se tenaient dans les localités uniquement en ces deux saisons de l'année pendant lesquelles on rendait la justice publique. Et voilà une disposition qui nous régit encore et qui a ses points d'attache et ses antécédents à l'époque des rois burgondes.

Dès sa plus lointaine origine, nous voyons le Landrat exercer la haute surveillance de l'administration. Lui seul pouvait sanctionner les modifications apportées à la coutume du pays. Si un point de cette coutume prêtait à contestation, il était appelé à le définir. Et si la coutume avait été violée par un acte administratif quelconque, c'est à lui que les citoyens recouraient pour en obtenir la révision, ce qui implique l'existence, déjà à une époque très ancienne, du droit de pétition. De même le droit de grâce a été hautement revendiqué par le Landrat, dès ses débuts, comme l'apanage de la souveraineté.

Je ne veux pas allonger cette petite digression sur les origines de notre parlement, qui sont en partie obscures comme toutes les origines. J'insiste sur un point d'ailleurs bien connu : la République des VII Dixains était organisée en démocratie pure, où le dogme de la souveraineté du peuple et de la parfaite autonomie des communes était intangible. Au point que, dans les débuts, les députés n'obtinrent de pouvoir que pour la durée d'une seule session, par susceptibilité des citoyens quant à leur droit essentiel. Dans la suite, la règle fut la suivante : les députés devaient au préalable avoir l'assentiment de leurs mandants pour adopter en Diète les projets

de loi. Convoqués en session, ils y recevaient les projets sous forme écrite, mais *zum Abschiede, ad referendum*, pour aller les soumettre au verdict des citoyens des communes. C'était bel et bien le referendum obligatoire longtemps avant la lettre et un bel exemple de maturité civique. La souveraineté résidait essentiellement dans les assemblées populaires, qui se tenaient en général autour des églises, dans l'enclos des cimetières, pour bien marquer que l'on se confiait à la protection divine et que l'on avait une pensée de reconnaissance pour les générations antérieures.

Les siècles de l'histoire de notre parlement, Messieurs, en dépit de divergences d'opinions et de luttes parfois très vives qui les ont marqués, aussi bien au temps de l'ancienne Diète qu'au siècle dernier et encore de nos jours, se sont inscrits peu à peu aux feuillets d'un même livre, cher à tous, le livre du Valais. Cette histoire est l'histoire même du pays. Je crois que l'on peut être un homme de progrès, que l'on peut se vouer aux problèmes les plus actuels, légiférer pour les besoins les plus nouveaux et les plus modernes, tout en gardant le sens précieux du passé et de la tradition. C'est dans ce sentiment que j'ai l'honneur de vous inviter à aborder l'ordre du jour.

Lucien LATHION